

SEANCE DU 26 juin 2023

Convocation du **19/06/2023**

Date de publication : 26.06.2023

Conseillers en exercice : **043**

Présents : **031**

Quorum : **22**

**L'An deux mille vingt-trois, et le lundi vingt-six juin à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à L'Espace des Libertés - salle Stéphane Hessel, sous la présidence de M. Gérard GAZAY, Maire.**

N° **032-260623**

**OBJET : DIRECTION DES  
RESSOURCES HUMAINES**

Approbation de la convention d'adhésion à la mission « référent déontologue – référent laïcité » du C.D.G. 13.

**PRESENTS :**

Monsieur GAZAY Gérard Maire,  
Monsieur ROUSSET Alain, Madame AMARANTINIS Sophie,  
Monsieur RUSCONI Vincent, Madame MENET Danielle, Monsieur AGOSTINI Pascal, Madame TRIC Hélène, Monsieur AMY Philippe, Madame MORFIN Geneviève, Monsieur LEVISSE André, Monsieur LEANDRE Yoann, Monsieur MOURNAUD Léo, Madame LEVASSEUR Jeannine, Monsieur LOUIS Jean-Bernard, Madame GABRIEL Julie Adjoints,  
Madame DUPLAN Irène, Madame MOISE-HIRMAN Monique, Madame BOURGUIGNON Cécile, Madame ROUX Magali, Monsieur CHAMLA Franck-Clément, Madame THIBAUD Faustine, Monsieur PANGOURASSOU Jérémy, Monsieur KOURICHI Zarick, Madame BENASSAYA-NIVET Dominique, Madame MEZERGUES MAUTREF Eliette, Monsieur SALONE Arthur, Monsieur GRANDJEAN Denis, Madame FARDOUX Clémentine, Monsieur LATZ Alexandre, Monsieur PERRIN-TOININ Yves, Madame BOISSON Valérie Conseillers Municipaux,  
**formant la majorité des Membres en exercice.**

**EXCUSES:**

Madame HARKANE Stéphanie (donne pouvoir à Monsieur ROUSSET Alain), Madame MORINIERE Valérie (donne pouvoir à Madame MENET Danielle), Monsieur JARQUE Patrice (donne pouvoir à Madame DUPLAN Irène), Monsieur GUEDJ Laurent (donne pouvoir à Monsieur CHAMLA Franck-Clément), Madame AMOROS Brigitte (donne pouvoir à Monsieur AGOSTINI Pascal), Monsieur COETTO Jérémy (donne pouvoir à Monsieur

Accusé de réception en préfecture  
013-211300058-20230626-260623\_32-DE  
Reçu le 03/07/2023  
Signé par CN=Gérard GAZAY,serialNumber=103016KNJ492,givenName=Gérard,SN=GAZAY,T=Maire,OU=0002 211300058,2.5.4.97=#0C0F4E545246522D323131333030303538,O=COMMUNE D AUBAGNE,C=FR  
03/07/2023



**Délibération n° 032-260623 du Conseil Municipal du 26 juin 2023 (suite)**

PANGOURASSOU Jérémy), Madame GIOVANNANGELI Magali (donne pouvoir à Madame FARDOUX Clémentine), Monsieur MIROUX William (donne pouvoir à Madame ROUX Magali), Monsieur HERMANT Matthieu (donne pouvoir à Madame MOISE-HIRMANN Monique)

**ABSENTS :**

Monsieur CANTARINI Stéphane (absent excusé), Madame MELIN Joëlle (absente excusée), Madame BOUGEAREL Michèle (absente excusée)

**Monsieur Jérémy PANGOURASSOU a été élu(e) secrétaire**

Monsieur Alain ROUSSET rapporte :

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 dite de déontologie, prévoit que « tout fonctionnaire a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques ».

Par ailleurs, la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique prévoit que « le signalement d'une alerte est portée à la connaissance du supérieur hiérarchique direct ou indirect, de l'employeur ou d'un référent désigné par celui-ci. ». Le décret pris pour son application précise que les référents déontologues peuvent également être désignés pour exercer les missions qui sont confiées à ce référent.

Enfin, une circulaire de la ministre de la fonction publique du 15 mars 2017 relative au principe de laïcité dans la fonction publique indique qu'« un référent laïcité doit être clairement identifié dans chaque administration. Selon les spécificités des missions et l'organisation de chaque administration, les conseils en la matière pourront être apportés soit par un correspondant ou référent laïcité dédié, soit par un référent déontologue ».

S'agissant de la fonction publique territoriale, l'article L 124-2 du Code Général de la Fonction Publique dispose que la fonction de référent déontologue constitue une mission obligatoire des centres de gestion pour les collectivités qui lui sont affiliées et relève du socle de compétence dont peuvent bénéficier les collectivités non affiliées.

Ainsi, cette délibération propose d'adhérer à la mission « référent déontologue -référent laïcité » du Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône par convention jointe en annexe. Le périmètre de cette mission concernera à la fois la déontologie, la laïcité mais également la référence lanceur d'alerte.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**VU** l'article L 124-2 du Code Général de la Fonction Publique,

**VU** la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Accusé de réception en préfecture  
013-211300058-20230626-260623\_32-DE  
Reçu le 03/07/2023  
Signé par CN=Gérard GAZAY,serialNumber=103016KNJ492,givenName=Gérard,SN=GAZAY,T=Maire,OU=0002 211300058,2.5.4.97=#0C0F4E545246522D323131333030303538,O=COMMUNE D AUBAGNE,C=FR  
03/07/2023



**Délibération n° 032-260623 du Conseil Municipal du 26 juin 2023 (suite)**

**VU** la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,

**VU** le décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au Référent Déontologue dans la fonction publique,

**VU** le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public et de droit privé, ou des administrations de l'Etat,

**VU** le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

**VU** le décret n° 2021-1802 du 23 décembre 2021 relatif au référent laïcité dans la fonction publique,

Accusé de réception en préfecture  
013-211300058-20230626-260623\_32-DE  
Reçu le 03/07/2023  
Signé par CN=Gérard GAZAY,serialNumber=103016KNJ492,givenName=Gérard,SN=GAZAY,T=Maire,OU=0002 211300058,2.5.4.97=#0C0F4E545246522D323131333030303538,O=COMMUNE D AUBAGNE,C=FR  
03/07/2023



**Délibération n° 032-260623 du Conseil Municipal du 26/06/2023 (suite)**

**VU** la circulaire ministérielle du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique,

**VU** la délibération n° 31/17 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Bouches du Rhône en date du 20 décembre 2017 instaurant la mission « Référent Déontologue » à destination des collectivités non affiliées et le mode de rémunération,

**VU** la délibération n° 28\_22 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Bouches du Rhône en date du 21 février 2022 instaurant la mission « Référent Laïcité » à destination des collectivités non affiliées et le mode de rémunération,

**VU** la délibération n° 8022 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Bouches du Rhône en date du 29 novembre 2022 relative aux tarifs des prestations fournies par le C.D.G. 13,

**CONSIDERANT** l'obligation pour les collectivités de désigner un référent déontologue, laïcité et lanceur d'alerte pour leurs agents,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

**ARTICLE Unique** : d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission « référent déontologue - référent laïcité - référent lanceur d'alerte » du Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône.

**ADOpte A L'UNANIMITE des MEMBRES PRESENTS**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Gérard GAZAY**  
Maire

Accusé de réception en préfecture  
013-211300058-20230626-260623\_32-DE  
Reçu le 03/07/2023  
Signé par CN=Gérard GAZAY,serialNumber=103016KNJ492,givenName=Gérard,SN=GAZAY,T=Maire,OU=0002 211300058,2.5.4.97=#0C0F4E545246522D323131333030303538,O=COMMUNE D AUBAGNE,C=FR  
03/07/2023

